

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 avril 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la protection
des droits des femmes et
à la participation des femmes
dans le processus de paix en Afghanistan**

(déposée par Mme Katrin Jadin et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 april 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de bescherming
van de vrouwenrechten in Afghanistan en
de deelname van vrouwen
aan het vredesproces aldaar**

(ingediend door mevrouw Katrin Jadin c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: VB
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Contexte

Alors que l'Afghanistan connaît une situation de conflit incessant et meurtrier depuis plusieurs décennies, aujourd'hui renaît l'espoir de trouver une solution politique qui apportera au peuple afghan une paix durable.

Le 29 février 2020 à Doha (Qatar), les États-Unis et les talibans étaient parvenus à un accord permettant l'ouverture de négociations interafghanes réunissant les talibans, le gouvernement afghan et des représentants de la société civile, afin de décider de l'avenir de l'Afghanistan et de son système politique. Des préoccupations essentielles doivent être abordées, comme les droits de l'homme, la liberté de la presse, les droits des femmes et des minorités religieuses ou encore le thème des élections démocratiques. Autant de sujets qui laissent présager des pourparlers longs et compliqués. La communauté internationale devra pourtant se montrer encourageante et déployer tous les efforts nécessaires pour que ce processus de paix tant attendu puisse aboutir.

En cours depuis septembre 2020, les pourparlers entre les talibans et le gouvernement afghan sont lents. Le 12 décembre 2020, les parties sont parvenues à un accord sur les principes et procédures devant guider le cycle des négociations au cours des prochains mois. Le second cycle des pourparlers a débuté début janvier 2021.

Les attaques et violences sur le terrain, à l'encontre de l'armée afghane et envers des membres de la société civile, des journalistes, des médecins, des juges et autres fonctionnaires, n'ont pas pour autant faibli. Si les attaques lancées par les talibans ont légèrement diminué en fin d'année 2020 par rapport au trimestre précédent, il n'empêche qu'elles resteraient plus nombreuses que lors de la même période en 2019¹.

Dans ce contexte de regain de violences, l'administration Biden avait indiqué que les troupes américaines seraient maintenues en Afghanistan au-delà de l'échéance (mai 2021) initialement fixée entre l'administration Trump et les talibans en février 2020. Le 14 avril 2021, le président M. Joe Biden a annoncé le retrait complet des troupes américaines d'Afghanistan d'ici le 11 septembre 2021. Le même jour, les Alliés

¹ <https://www.sigar.mill/pdf/quarterlyreports/2021-01-30qr.pdf>;
<https://www.reuters.com/article/us-usa-afghanistan-attacks-idUSKBN2A13BU>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. Context

In Afghanistan woedt al decennialang onophoudelijk een dodelijk conflict. Momenteel ontluikt echter opnieuw de hoop op een politieke oplossing die het Afghaanse volk duurzame vrede zal brengen.

Op 29 februari 2020 hebben de Verenigde Staten en de taliban in Doha (Qatar) een overeenkomst bereikt over de opstart van inter-Afghaanse onderhandelingen tussen de taliban, de Afghaanse regering en vertegenwoordigers van het middenveld, om over de toekomst van Afghanistan en zijn politiek bestel te beslissen. Cruciale bekommelingen moeten aan bod komen, zoals de mensenrechten, de persvrijheid, de rechten van vrouwen en van religieuze minderheden, of nog democratische verkiezingen. Een en ander doet vermoeden dat er langdurige en ingewikkelde besprekingen in het verschiet zijn. De internationale gemeenschap zal zich echter aanmoedigend moeten opstellen en al het nodige moeten doen opdat dit langverwachte vredesproces goed afloopt.

De besprekingen tussen de taliban en de Afghaanse regering, die sinds september 2020 aan de gang zijn, schieten niet echt op. Op 12 december 2020 hebben de partijen overeenstemming bereikt over de beginselen en procedures die de gespreksrondes de komende maanden moeten aansturen. De tweede gespreksronde is begin januari 2021 van start gegaan.

Dat betekent echter niet dat de aanvallen en het geweld op het terrein tegen het Afghaanse leger, leden van het middenveld, journalisten, artsen, rechters en andere ambtenaren zijn verminderd. Ofschoon de aanvallen van de taliban eind 2020 licht zijn afgenomen ten opzichte van het kwartaal voordien, zijn ze naar verluidt nog steeds talrijker dan in dezelfde periode van 2019¹.

In die context van heropflakkerend geweld had de regering-Biden aangegeven dat de Amerikaanse troepenmacht in Afghanistan zou worden gehandhaafd na de deadline (mei 2021) die in februari 2020 tussen de regering-Trump en de taliban was overeengekomen. Op 14 april 2021 heeft president Joe Biden dan aangekondigd dat de Amerikaanse troepenmacht tegen 11 september 2021 volledig uit Afghanistan zou worden teruggetrokken.

¹ <https://www.sigar.mill/pdf/quarterlyreports/2021-01-30qr.pdf>;
<https://www.reuters.com/article/us-usa-afghanistan-attacks-idUSKBN2A13BU>.

ont adopté une déclaration conjointe sur l'avenir de la présence militaire internationale en Afghanistan, dans laquelle ils indiquent notamment que: "Compte tenu de ces éléments et sachant qu'il n'existe pas de solution militaire aux défis auxquels l'Afghanistan est confronté, les Alliés ont décidé d'entamer le retrait des forces de la mission *Resolute Support* d'ici au 1^{er} mai. Ce retrait se fera de manière méthodique, coordonnée et réfléchi. Nous prévoyons que le retrait de toutes les forces des États-Unis et de la mission *Resolute Support* sera achevé en quelques mois."²

2. Droits et libertés des femmes

Ce contexte tendu rend difficiles les négociations pourtant déjà fébriles. Les parties font face à de nombreux obstacles, essentiellement dus à la défiance considérable qui existe entre elles et aux divergences fondamentales de points de vue. Les négociateurs du gouvernement afghan plaident pour un cessez-le-feu permanent et le maintien du système de gouvernance actuel mis en place en 2001 lorsque les talibans furent évincés du pouvoir³, alors que la priorité des talibans consiste à négocier une forme de gouvernance fondée sur une loi islamique stricte.

Loi islamique stricte à quel point? Cela n'est pas encore clairement défini. Il y a autant d'interprétations et d'applications de la loi islamique qu'il n'y a de pays islamiques et il ne semble pas y avoir de consensus sur ce point parmi les talibans. Cela signifiera néanmoins certainement un retour en arrière s'agissant des droits et libertés pour les femmes et les filles afghanes.

Au cours des années 90, les talibans alors au pouvoir avaient imposé aux femmes de lourdes restrictions sociales, comme le port obligatoire de la burqa ou l'obligation d'être accompagnées d'un homme lorsqu'elles sortaient dans les lieux publics, ce qui s'avère *de facto* très pénalisant pour les veuves et leurs enfants. Mais elles étaient aussi privées de droits fondamentaux, notamment le droit de participer à la vie sociale et politique, le droit d'accès aux soins de santé, à l'éducation et au travail⁴.

Après la fin du régime taliban en novembre 2001, la situation des femmes et des filles a connu une réelle évolution positive lorsque la Constitution leur a reconnu toute une série de droits. Amnesty International indique

² https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_183146.htm.

³ <https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/afghanistan-kaboul-accuse-les-talibans-de-vouloir-retarder-les-pourparlers-1027337>.

⁴ Le travail leur était en effet refusé, mises à part la culture du pavot et la récolte d'opium; une exclusion non sans conséquences lorsque l'on sait que les institutions et l'économie afghanes étaient dévastées par des décennies de guerre et par la stratégie soviétique de contre-insurrection en terre brûlée.

Dezelfde dag hebben de NAVO-bondgenoten een gezamenlijke verklaring aangenomen over de toekomst van de internationale militaire aanwezigheid in Afghanistan. Daarin staat meer bepaald het volgende te lezen: "*Compte tenu de ces éléments et sachant qu'il n'existe pas de solution militaire aux défis auxquels l'Afghanistan est confronté, les Alliés ont décidé d'entamer le retrait des forces de la mission Resolute Support d'ici au 1^{er} mai. Ce retrait se fera de manière méthodique, coordonnée et réfléchi. Nous prévoyons que le retrait de toutes les forces des États-Unis et de la mission Resolute Support sera achevé en quelques mois.*"²

2. Rechten en vrijheden van vrouwen

Die gespannen context bemoeilijkt de nu al koortsachtige onderhandelingen. De partijen stuiten op tal van hindernissen, voornamelijk wegens het grote onderlinge wantrouwen en de fundamentele meningsverschillen. De onderhandelaars van de Afghaanse regering pleiten voor een permanent staakt-het-vuren en voor het behoud van het huidige bestuursstelsel dat in 2001 werd ingesteld toen de taliban van de macht werden verdreven³, terwijl de taliban liever onderhandelen over een bestuursvorm die op een strikt islamitische wet is geschoeid.

Hoe strikt hoort die islamitische wet te zijn? Dat is nog niet duidelijk bepaald. Er zijn evenveel interpretaties en toepassingen van de islamitische wet als er islamitische landen zijn, en dienaangaande lijkt er onder de taliban geen consensus te bestaan. Een en ander zal echter zeker een achteruitgang betekenen voor de rechten en vrijheden van de Afghaanse vrouwen en meisjes.

In de jaren 90 hebben de taliban, die toen aan de macht waren, vrouwen strenge sociale beperkingen opgelegd, zoals de verplichting een boerka te dragen of in openbare ruimten vergezeld te zijn van een man, een regeling die *de facto* zeer ongunstig uitviel voor weduwen en hun kinderen. Er werden hen evenwel ook grondrechten ontzegd, zoals het recht om deel te nemen aan het sociale en politieke leven, alsook het recht op toegang tot gezondheidszorg, onderwijs en werk⁴.

Na het einde van het taliban-bewind in november 2001 is de situatie van de vrouwen en meisjes onmiskenbaar gunstig geëvolueerd, aangezien de Grondwet hun heel wat rechten heeft toegekend. De Franstalige

² https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_183146.htm.

³ <https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/afghanistan-kaboul-accuse-les-talibans-de-vouloir-retarder-les-pourparlers-1027337>.

⁴ Ze mochten niet werken, behalve dan in de papaverteelt en de opiumoogst. Deze uitsluiting was niet zonder gevolgen, aangezien de Afghaanse instellingen en economie vernield waren door tientallen jaren oorlog en door de tactiek van de verschroeiende aarde die de Sovjet-Unie als contraguerrillastrategie hanteerde.

que l'on "compte désormais 3,3 millions de filles scolarisées, et les femmes sont impliquées sur les plans politique, économique et social. En dépit de conflits persistants, des Afghanes sont devenues avocates, médecins, juges, enseignantes, ingénieures, athlètes, militantes, politiciennes, journalistes, fonctionnaires, chefes d'entreprise, policières et militaires. Elles continuent cependant à faire face à des obstacles et défis majeurs. Les violences contre les femmes sont très répandues, la participation des femmes à tous les niveaux du gouvernement reste limitée, et selon l'UNICEF, 2,2 millions de fillettes et jeunes filles afghanes ne vont toujours pas à l'école⁵."

Les violences contre les femmes et la difficulté pour les victimes d'obtenir justice à cet égard restent une problématique majeure. En décembre 2020, la Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme publiaient un rapport conjoint dans lequel ils soulignent que les femmes et les filles afghanes sont laissées pour compte par le système judiciaire du pays, leur accès à la justice pour les crimes de violence restant précaire. Le rapport relaie également des inquiétudes par rapport au nombre de femmes qui se suicident, s'immolant en raison de la violence et indique que seule la moitié des crimes de violence contre les femmes et les jeunes filles documentés a été portée devant un tribunal et que "l'impunité reste monnaie courante⁶".

La croissance sociale et économique qui a marqué la période post-talibane a permis une amélioration considérable de la situation économique et sociale des femmes et des filles afghanes. Après un système de soins de santé déplorable et excluant presque totalement les femmes sous le régime taliban, le gouvernement en place en 2004 a construit plus de "3 000 établissements de santé fonctionnels d'ici 2018, permettant à 87 % de la population afghane d'avoir accès à un établissement médical dans un rayon de deux heures, du moins en théorie, car l'intensification de la violence des talibans, des milices et des criminels a rendu les déplacements sur les routes de plus en plus dangereux⁷".

Cette amélioration du système de santé était essentielle dans un pays où les inégalités sont importantes, en particulier envers les minorités et les femmes. Cela s'illustre

⁵ <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/afghanistan-faut-protoger-droits-femmes>.

⁶ <https://news.un.org/fr/story/2020/12/1083902>.

⁷ John R. Allen and Vanda Felbab-Brown, "The fate of Women's Rights in Afghanistan", 19 A: The Brookings Gender Equalities Series, September 2020, <https://www.brookings.edu/essay/the-fate-of-womens-rights-in-afghanistan/>.

Belgische afdeling van Amnesty International stipt aan dat Afghanistan "compte désormais 3,3 millions de filles scolarisées, et les femmes sont impliquées sur les plans politique, économique et social. En dépit de conflits persistants, des Afghanes sont devenues avocates, médecins, juges, enseignantes, ingénieures, athlètes, militantes, politiciennes, journalistes, fonctionnaires, cheffes d'entreprise, policières et militaires. Elles continuent cependant à faire face à des obstacles et défis majeurs. Les violences contre les femmes sont très répandues, la participation des femmes à tous les niveaux du gouvernement reste limitée, et selon l'UNICEF, 2,2 millions de fillettes et jeunes filles afghanes ne vont toujours pas à l'école⁵."

Geweld jegens vrouwen blijft een groot probleem, evenals het feit dat de slachtoffers ter zake moeilijk gerechtigheid krijgen. In december 2020 hebben de VN-missie in Afghanistan (UNAMA) en het Bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties een gezamenlijk rapport bekendgemaakt waarin werd benadrukt dat de Afgaanse vrouwen en meisjes in de steek worden gelaten door het gerecht in hun land, daar het onzeker is of ze bij geweldsdelicten wel toegang tot de rechter zullen krijgen. De rapporteurs uiten tevens hun bezorgdheid over het aantal vrouwen dat zelfdoding pleegt als gevolg van het geweld. Voorts wordt erop gewezen dat slechts de helft van de met bewijsstukken gestaafde geweldsdelicten jegens vrouwen en meisjes voor een rechtbank werd gebracht en dat straffeloosheid nog steeds troef is ("l'impunité reste monnaie courante"⁶).

Dankzij de sociale en economische groei in het post-talibantijdperk is de economische en sociale situatie van de Afgaanse vrouwen en meisjes er fors op vooruitgegaan. Onder het talibanregime was het gezondheidszorgstelsel er belabberd aan toe en werd vrouwen de toegang ertoe vrijwel volledig ontzegd. In 2004 verbeterde die toestand: "the post-Taliban regime constructed 3,135 functional health facilities by 2018, giving 87 percent of Afghan people access to a medical facility within two hours distance – at least in theory, because intensifying Taliban, militia, and criminal violence has made travel on roads increasingly unsafe"⁷.

In een land waar de ongelijkheid dermate groot is, inzonderheid ten nadele van minderheden en vrouwen, was die verbetering van de gezondheidszorg van

⁵ <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/afghanistan-faut-protoger-droits-femmes>.

⁶ <https://news.un.org/fr/story/2020/12/1083902>.

⁷ John R. Allen en Vanda Felbab-Brown, "The fate of Women's Rights in Afghanistan", 19 A: The Brookings Gender Equalities Series, september 2020, <https://www.brookings.edu/essay/the-fate-of-womens-rights-in-afghanistan/>.

tout particulièrement aujourd'hui, alors que la pandémie du COVID-19 frappe tout un chacun, partout et sans distinction. Dans ces circonstances, les personnes marginalisées sont particulièrement exposées et doivent parfois faire le choix cruel entre s'exposer au virus ou travailler pour se nourrir⁸.

3. La participation des femmes dans le processus de paix

Comme le rappelle très justement Amnesty International, "Les droits des femmes ne doivent pas régresser dans le cadre du processus de paix et les droits fondamentaux des Afghanes, en particulier des femmes et des filles, doivent être au cœur de tout éventuel accord. [...] les Afghanes sont à l'avant-garde des initiatives en faveur de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Elles jouent un rôle essentiel, en garantissant que les questions telles que les droits humains, la justice, l'obligation de rendre des comptes, les droits des victimes, et les crimes contre l'humanité soient au programme des négociations actuelles en faveur de la paix"⁹.

Cela fait écho à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies intitulée "Femmes, paix et sécurité", qui insiste sur le rôle des femmes dans les situations de conflits et qui demande à ce qu'elles soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends.

La question se pose dès lors de la représentation des femmes dans les équipes de négociation des deux parties au processus de paix en Afghanistan. L'implication de femmes dans les discussions devant décider de l'avenir du pays est absolument nécessaire afin que celles-ci ne soient pas davantage marginalisées. Les femmes qui peuplent l'Afghanistan doivent donc être représentées dans leur grande diversité. La situation socio-économique propre au pays en question implique nécessairement de fortes divergences entre les femmes et filles vivant en ville ou à la campagne, éduquées ou non, travaillant ou pas. Il s'agit dès lors de s'assurer que toutes les citoyennes afghanes, dans leur grande diversité, se sentent connectées et correctement représentées par les femmes impliquées dans les négociations qui définiront leur avenir.

L'implication de femmes dans ce processus de paix compliqué ne doit par ailleurs pas être respectée pour

⁸ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/afghanistan-should-prioritize-release-of-women-prisoners/>.

⁹ <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/afghanistan-faut-protoger-droits-femmes>.

wezenlijk belang. Nu de COVID-19-pandemie iedereen treft, overal en zonder onderscheid, wordt zulks des te duidelijker. Dergelijke omstandigheden houden een extra risico in voor wie uit de boot is gevallen; de betrokkenen staan soms voor de gruwelijke keuze tussen "infectie et manque de nourriture"⁸.

3. De participatie van vrouwen aan het vredesproces

Amnesty International wijst heel terecht op het volgende: "Les droits des femmes ne doivent pas régresser dans le cadre du processus de paix et les droits fondamentaux des Afghanes, en particulier des femmes et des filles, doivent être au cœur de tout éventuel accord. [...] les Afghanes sont à l'avant-garde des initiatives en faveur de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Elles jouent un rôle essentiel, en garantissant que les questions telles que les droits humains, la justice, l'obligation de rendre des comptes, les droits des victimes, et les crimes contre l'humanité soient au programme des négociations actuelles en faveur de la paix"⁹.

Zulks sluit aan bij resolutie 1325 (2000) van de VN-Veiligheidsraad inzake vrouwen, vrede en veiligheid. Daarin wordt de rol van vrouwen in conflictsituaties benadrukt en wordt opgeroepen tot een betere vertegenwoordiging van vrouwen op alle besluitvormingsniveaus in de nationale, regionale en internationale instellingen en mechanismen die geschillen moeten voorkomen, aanpakken en beslechten.

In dat verband rijst de vraag naar de vertegenwoordiging van vrouwen in de onderhandelingsteams van de bij het vredesproces in Afghanistan betrokken partijen. Vrouwen moeten onmiskenbaar worden betrokken bij de besprekingen over de toekomst van het land om niet nog meer in de verdrukking te komen. De vrouwelijke bevolking van Afghanistan moeten dus in al haar diversiteit worden vertegenwoordigd. Door de specifieke sociaaleconomische situatie van het land zijn er grote verschillen naargelang de vrouwen en meisjes in de stad of op het platteland leven, al dan niet een opleiding hebben genoten en al dan niet beroepsmatig aan de slag zijn. Derhalve moet ervoor worden gezorgd dat alle vrouwelijke Afghaanse burgers, in hun grote verscheidenheid, zich verbonden voelen met en naar behoren vertegenwoordigd weten door de vrouwen aan de onderhandelingstafel die hun toekomst zullen bepalen.

Voorts mogen vrouwen niet louter voor de vorm bij dit ingewikkelde vredesproces worden betrokken, maar moet

⁸ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/afghanistan-should-prioritize-release-of-women-prisoners/>.

⁹ <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/afghanistan-faut-protoger-droits-femmes>.

la forme. Elle doit être effective et laisser aux membres engagés dans le processus l'opportunité de parler et de décider conformément à leurs intérêts et à ceux de celles qu'elles représentent. Une telle implication doit être suffisamment importante pour que toutes les citoyennes afghanes soient entendues et respectées.

L'équipe du gouvernement afghan est composée de 21 membres, dont 5 femmes. En outre, sur les 46 membres qui composent le Haut Conseil pour la réconciliation nationale (HCNR), mis sur pied par le Président de la république islamique d'Afghanistan, M. A. Ghani Ahmadzai, qui est chargé de contrôler et de diriger l'équipe de négociation, l'on ne compte que 9 femmes seulement. Les femmes qui sont membres de ces deux organes gouvernementaux sont "citadines" et éduquées, certaines d'entre elles ayant occupé une position gouvernementale et d'autres étant membres de la société civile. Elles ont clairement exposé leur opposition aux positions talibanes et sont fermement opposées à ce que l'accord politique qui serait trouvé puisse donner lieu à une régression des droits que les femmes ont acquis au cours de ces vingt dernières années. L'équipe de négociation des talibans, quant à elle, ne comprend aucune femme¹⁰.

Force est de constater que, si des progrès ont été réalisés depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) précitée, beaucoup reste encore à faire en matière d'accès et de participation des femmes au processus de paix en cours.

4. Attention de la communauté internationale

Il revient à la communauté internationale de s'assurer que les droits fondamentaux des femmes et des filles afghanes soient reconnus et respectés, à tout le moins maintenus dans le cadre des discussions en cours. Il s'impose que le processus de paix prenne pleinement en considération leurs intérêts et que l'accord ne signifie pas pour elles un retour en arrière en ce qui concerne leurs droits et libertés. Nous le savons, le rôle et les droits des femmes dans les situations de conflits sont essentiels. L'égalité des genres et, particulièrement, la participation égale des femmes dans tous les secteurs

die betrokkenheid echt zijn; zij moeten de gelegenheid krijgen te spreken en te beslissen in hun eigen belang en in dat van wie ze vertegenwoordigen. Tevens moeten er voldoende vrouwen aan de onderhandelingstafel zitten om alle Afghaanse vrouwen het gevoel te geven dat ze worden gehoord en gerespecteerd.

Het Afghaanse regeringsteam bestaat uit 21 leden, onder wie 5 vrouwen. De *High Council for National Reconciliation* (HCNR), opgericht door president A. Ghani Ahmadzai van de Islamitische Republiek Afghanistan om toezicht te houden op het onderhandelingsteam en het aan te sturen, bestaat uit 46 leden, van wie slechts 9 vrouwen. De vrouwelijke leden van die twee overheidsinstanties zijn "stedelingen" en geschoold; sommigen hebben vroeger een overheidsfunctie bekleed en anderen behoren tot het middenveld. Zij hebben duidelijk aangegeven gekant te zijn tegen de standpunten van de taliban en hebben er alles aan gedaan om te voorkomen dat het in uitzicht gestelde politiek akkoord zou bewerkstelligen dat de rechten die de vrouwen de jongste twintig jaar hebben verworven, zouden worden teruggeschroefd. Het onderhandelingsteam van de taliban telt daarentegen geen enkele vrouw¹⁰.

Hoewel er sinds de aanneming van de voormelde resolutie 1325 (2000) vooruitgang werd geboekt, kan men niet om de vaststelling heen dat er nog veel werk aan de winkel is om vrouwen toegang te geven tot het lopende vredesproces en hen erbij te betrekken.

4. Aandacht van de internationale gemeenschap

De internationale gemeenschap moet ervoor zorgen dat de grondrechten van de Afghaanse vrouwen en meisjes worden erkend en geëerbiedigd, of dat ze bij de lopende besprekingen op zijn minst worden gehandhaafd. Daartoe moet bij het vredesproces onverkort rekening worden gehouden met hun belangen en mag de overeenkomst geen achteruitgang inhouden voor hun rechten en vrijheden. Het is bekend dat de rol en de rechten van vrouwen in conflictsituaties essentieel zijn. Gendergelijkheid, inzonderheid de gelijke deelname van vrouwen en mannen aan alle geledingen van de

¹⁰ Voy. John R. Allen and Vanda Felbab-Brown, "The fate of Women's Rights in Afghanistan", 19A: The Brookings Gender Equalities Series, September 2020, <https://www.brookings.edu/essay/the-fate-of-womens-rights-in-afghanistan/>.

¹⁰ Zie John R. Allen en Vanda Felbab-Brown, "The fate of Women's Rights in Afghanistan", 19 A: The Brookings Gender Equalities Series, september 2020, <https://www.brookings.edu/essay/the-fate-of-womens-rights-in-afghanistan/>.

de la société, notamment sur le plan politique, fait partie des priorités de la Belgique sur la scène internationale.

Katrin JADIN (MR)
Nathalie GILSON (MR)
Daniel BACQUELAINE (MR)
Denis DUCARME (MR)
Florence REUTER (MR)
Vincent SCOURNEAU (MR)
Caroline TAQUIN (MR)
Benoît PIEDBOEUF (MR)

samenleving, met name op politiek vlak, is één van de speerpunten van België in de internationale fora.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948;

B. vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, dont l'Afghanistan est partie;

C. vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dont l'Afghanistan est partie;

D. vu la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dont l'Afghanistan est partie;

E. vu la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant, dont l'Afghanistan est partie;

F. vu la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 31 octobre 2000 intitulée "Femmes, paix et sécurité";

G. considérant qu'il est urgent et fondamental que les parties mettent fin au conflit qui persiste depuis plusieurs décennies en Afghanistan;

H. considérant l'annonce du 14 avril 2021 du président M. Joe Biden du retrait des troupes américaines d'Afghanistan d'ici le 11 septembre 2021 et la déclaration conjointe des Alliés convenant d'un retrait en totale coordination entre les Alliés et les partenaires de l'OTAN, amorcé avant le 1^{er} mai 2021 et achevé "en quelques mois";

I. considérant que l'obtention d'un accord entre les parties et la durabilité de la paix dépendent, entre autres et substantiellement, de la garantie pour les femmes et les filles afghanes de voir leurs droits et libertés respectés et promus;

J. considérant que, sous le régime des talibans, les femmes et les filles étaient soumises à de graves restrictions frappant leurs libertés et à de sévères violations de leurs droits fondamentaux, en ce compris toutes sortes de discriminations comme les restrictions d'accès aux soins de santé, à l'éducation, au travail en dehors de leur maison, voire même à l'aide humanitaire;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens van 10 december 1948;

B. gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 16 december 1966, waarbij Afghanistan verdragspartij is;

C. gelet op het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 19 december 1966, waarbij Afghanistan verdragspartij is;

D. gelet het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie jegens vrouwen van 18 december 1979, waarbij Afghanistan verdragspartij is;

E. gelet op het Verdrag betreffende de rechten van het kind van 20 november 1989, waarbij Afghanistan verdragspartij is;

F. gelet op resolutie 1325 (2000), *de dato* 31 oktober 2000, van de VN-Veiligheidsraad, inzake "Vrouwen, Vrede en Veiligheid";

G. overwegende dat het van fundamenteel belang is dat de betrokken partijen met spoed een einde maken aan het conflict in Afghanistan dat al decennia aan de gang is;

H. gelet op de aankondiging van president Joe Biden op 14 april 2021 dat de Amerikaanse troepenmacht tegen 11 september 2021 uit Afghanistan zal worden teruggetrokken, alsook op de gezamenlijke verklaring van de NAVO-bondgenoten over een volledig tussen de Bondgenoten en de NAVO-partners gecoördineerde terugtrekking die vóór 1 mei 2021 zal aanvangen en enkele maanden in beslag zal nemen;

I. overwegende dat het sluiten van een akkoord tussen de partijen en de duurzaamheid van de vrede onder meer en in wezenlijke mate afhangt van de garantie dat de rechten en vrijheden van de Afghaanse vrouwen en meisjes in acht worden genomen en bevorderd;

J. overwegende dat de vrijheden van vrouwen en meisjes onder het talibanregime sterk werden beperkt en hun grondrechten ernstig werden geschonden via allerlei vormen van discriminatie, zoals beperking van de toegang tot de gezondheidszorg, onderwijs, arbeid buitenshuis en zelfs humanitaire hulp;

K. considérant l'appel des Nations Unies du 7 décembre 2020 à un meilleur accès à la justice pour les femmes et les filles en Afghanistan;

L. considérant la nette évolution positive que la situation des femmes connaît depuis 2004, par l'obtention d'une série importante de droits et libertés fondamentaux, notamment au regard de la scolarisation, de l'accès au travail et des soins de santé;

M. considérant que cette évolution positive ne peut en aucun cas connaître la moindre régression, mais doit au contraire être promue et affinée;

N. considérant que la pleine possession par les femmes et les filles d'un pays donné des droits et libertés fondamentaux contribue directement à l'accroissement du bien-être de toute la société et de la famille, et permet aux femmes de servir leur pays et l'humanité dans toute la mesure de leurs possibilités;

O. considérant que les Afghanes sont l'une des principales parties prenantes et sont des agents de changement, qui doivent avoir la possibilité d'identifier leurs propres besoins et priorités dans tous les secteurs de la société en tant que partenaires à part entière dans la reconstruction de leur société¹¹;

P. considérant le rôle important que les femmes jouent dans la promotion de la paix, l'instauration d'un dialogue pacifique et la recherche de solutions pour mettre fin aux hostilités dans de nombreux conflits armés;

Q. considérant la marginalisation persistante des femmes dans ce domaine,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de garder, dans le cadre des négociations en cours, une attention toute particulière à la promotion et à la protection des droits et libertés fondamentaux des femmes et filles en Afghanistan et d'insister sur la dimension de l'égalité des genres dans ses relations avec l'Afghanistan;

2. d'appeler les parties à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que tout autre instrument

¹¹ Pour info, repris tel que de <https://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw47/csw47draftRes2-f.pdf>.

K. overwegende dat de Verenigde Naties op 7 december 2020 een oproep hebben gedaan om het gerecht in Afghanistan beter toegankelijk te maken voor vrouwen en meisjes;

L. overwegende dat de situatie van de vrouwen sinds 2004 ten goede is veranderd, aangezien ze een groot aantal fundamentele rechten en vrijheden hebben gekregen, in het bijzonder inzake scholing, toegang tot arbeid en gezondheidszorg;

M. overwegende dat deze positieve evolutie in geen geval mag worden teruggedraaid, maar integendeel moet worden ondersteund en aangescherpt;

N. overwegende dat het volledige genot van de fundamentele rechten en vrijheden door de vrouwen en meisjes in een land rechtstreeks bijdraagt tot het welzijn van heel de samenleving en van het gezin, en bovendien de vrouwen in staat stelt hun vaardigheden volledig ten dienste te stellen van hun land en van de mensheid;

O. overwegende dat de Afghaanse vrouwen tot de voornaamste *stake holders* behoren en veranderingen aansturen; voorts overwegende dat zij als volwaardige partners bij de heropbouw van hun land, in alle geledingen van de samenleving, moeten kunnen nagaan wat hun eigen behoeften zijn en waar hun prioriteiten liggen¹¹;

P. overwegende dat vrouwen in heel wat gewapende conflicten een belangrijke rol spelen bij de bevordering van de vrede, de totstandkoming van een vreedzame dialoog en het zoeken van oplossing om een einde te maken aan de vijandelijkheden;

Q. overwegende dat vrouwen op dat gebied hun rol nog steeds niet voluit kunnen spelen,

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. bij de lopende onderhandelingen bijzondere aandacht te schenken aan de bevordering en de bescherming van de fundamentele rechten en vrijheden van vrouwen en meisjes in Afghanistan, alsook in haar betrekkingen met dat land de nadruk te leggen op de gendergelijkheidsdimensie;

2. de partijen op te roepen tot inachtneming van de volgende verdragen waarbij Afghanistan verdragspartij is: de Universele Verklaring van de rechten van de mens, het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie jegens vrouwen, het Verdrag betreffende de rechten van het kind, alsook elk

¹¹ Voor meer informatie wordt verwezen naar <https://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw47/csw47draftRes2-f.pdf>.

international pertinent de protection des droits de l'homme, dont l'Afghanistan est partie;

3. de soutenir les initiatives de la société civile qui œuvre en faveur d'une amélioration des droits et libertés des femmes et des filles en Afghanistan, notamment en lien avec les violences à l'encontre des femmes;

4. de soutenir le mandat du Comité onusien pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, organe surveillant la mise en œuvre de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, entre autres en participant aux dialogues interactifs avec les experts indépendants composant ce comité.

22 avril 2021

Katrin JADIN (MR)
Nathalie GILSON (MR)
Daniel BACQUELAINE (MR)
Denis DUCARME (MR)
Florence REUTER (MR)
Vincent SCOURNEAU (MR)
Caroline TAQUIN (MR)
Benoît PIEDBOEUF (MR)

ander relevant internationaal instrument ter bescherming van de mensenrechten;

3. ondersteuning te bieden aan de initiatieven van het middenveld ten behoeve van de verbetering van de rechten en vrijheden van vrouwen en meisjes in Afghanistan, onder meer in verband met het geweld jegens vrouwen;

4. het mandaat te steunen van het VN-comité voor de uitbanning van discriminatie jegens vrouwen en meisjes (*i.e.* het orgaan dat toeziet op de tenuitvoerlegging van het Verdrag van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie jegens vrouwen), onder andere door deel te nemen aan de interactieve dialogen met de onafhankelijke deskundigen die zitting hebben in dat comité.

22 april 2021